



Commune de FLUMET
– Accord cadre à bons de commande : AE

ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage
Commune de FLUMET

Objet du marché

Accord-cadre de travaux à bons de commandes
Entretien, réparation et sécurisation des voies et ouvrages communaux
Programme 2025 renouvelable 3 fois 12 mois

Procédure adaptée

Article 42 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
Article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relative aux marchés publics

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de mars 2025 (référence mois zéro).

**ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)**

Maître de l'ouvrage :

Commune de FLUMET

Objet de l'accord-cadre :

ACCORD-CADRE DE TRAVAUX à bon de commandes relatif à l'entretien, la réparation et la sécurisation des voies et ouvrages communaux – programme 2025 – RENOUVELABLE JUSQUE 3 FOIS 12 MOIS

Imputation budgétaire :

Budget Communal

Mode de passation et forme de l'accord-cadre :

ACCORD-CADRE en procédure adaptée passée en application des :

Article 42 de l'Ordonnance no 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
Article 27 du Décret no 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Maîtrise d'œuvre :

Commune de FLUMET

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

Madame le Maire de FLUMET

Ordonnateur :

Madame le Maire de FLUMET

Comptable public assignataire des paiements :

SGC ALBERTVILLE – 148 Rue Docteur JB-Mathias – CS 60139 – 73208 ALBERTVILLE
Cedex

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

Je soussigné,

Nom et prénom :	CHAMBAZ Éric													
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :														
Domicilié à :														
Tel. :						Fax :								
Courriel :														
<input checked="" type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)														
SAS EIFFAGE ROUTE CENTRE EST, Ets Savoie Léman														
Au capital de :	16 633 932,00€													
Ayant son siège à :	3 Rue Hrant Dink, 69002 LYON CEDEX													
Tel. :	04-79-32-12-64					Fax :								
Courriel :	aoalbertville.infrastructures@eiffage.com													
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	3	9	8	8	2	7	1	1	3	0	0	0	4	2
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input checked="" type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	398827113													

Nous soussignés,

Cotraitant 1														
Nom et prénom :														
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :														
Domicilié à :														
Tel. :						Fax :								
Courriel :														
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)														
Au capital de :														
Ayant son siège à :														
Tel. :						Fax :								
Courriel :														
N° d'identité d'établissement (SIRET) :														
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :														

Cotraitant 2	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Domicilié à :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Fax :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Au capital de :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Ayant son siège à :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Fax :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	

Cotraitant 3	
Nom et prénom :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Domicilié à :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Fax :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
<input type="checkbox"/> Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société)	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Au capital de :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Ayant son siège à :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
Tel. :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Fax :	<input style="width: 40%;" type="text"/>
Courriel :	<input style="width: 80%;" type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
<input style="width: 80%;" type="text"/>	

Après avoir :

- pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées au Cahier des Clauses Administratives et Particulières (C.C.A.P.) qui fait référence au C.C.A.G.-Travaux, et des documents qui y sont mentionnés ;

je m'engage sans réserve,

Conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées dans les conditions ci-après définies.

- L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

nous engageons sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

<p>—</p> <p>—</p>

Conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

- L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation et rappelée en page de garde du CCAP.

ARTICLE 2. PRIX

2-1. Détermination des prix

- L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 fixé en page 1 du présent acte d'engagement.
- Les travaux seront rémunérés par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires.
- Les modalités de variation des prix sont fixées à l'article 3-3 du CCAP.
- Les commandes seront passées selon les articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

<p align="center">Montant MAXIMUM : 150 000 € HT par période de 12 mois</p>
--

Toute nouvelle prestation non référencée dans le présent marché fera l'objet d'un bordereau de prix / devis supplémentaire signé des deux parties.

2-2. Montant sous-traité

2-2.1. Montant sous-traité désigné au marché

- En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le(s) annexe(s) n°

 au présent acte d'engagement indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par des sous-traitants, leurs noms et leurs conditions de paiement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance. La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que **j'envisage / nous envisageons** de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant hors TVA
 Montant TVA incluse

Les déclarations et attestations (article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016) des sous-traitants recensés dans les annexes, sont jointes au présent acte d'engagement.

2-2.2. Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que **je pourrai / nous pourrons** présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

ARTICLE 3. DUREES ET DELAIS

3-1. Durée de validité de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale allant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2017.

L'accord-cadre est reconductible selon la périodicité suivante :

Période	Dates
Période ferme	De la date de notification du marché à la fin de l'année
Reconductions	3 fois, pour une année civile

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

3-2. Durée et délai d'exécution des bons de commande

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans les conditions du CCAP.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché.

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3-2 du CCAP.

Entrepreneur unique

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise
10096	18100	00025473808	93	EUR

Domiciliation
CIC G.ENTREPRISES LYON

Identifiant international de compte bancaire

IBAN (International Bank Account Number)
FR76 1009 6181 0000 0254 7380 893

BIC (Bank Identifier Code)
CMCIFRPP

Domiciliation
CIC G.ENTREPRISES LYON
8 RUE DE LA REPUBLIQUE
69001 LYON
☎ 04 78 92 06 37

Titulaire du compte (Account Owner)
EIFFAGE ROUTE CE SAVOIE LEMAN
IMMEUBLE HELIANTE
3 RUE HRANT DINK
69285 LYON CEDEX 02

Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.

PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ

compte ouvert à l'organisme bancaire :	CIC Lyonnaise de Banque
à :	LYON
au nom de :	EIFFAGE ROUTE CE SAVOIE LEMAN
sous le numéro :	0 0 0 2 5 4 7 3 8 0 8 clé RIB : 9 3
code banque :	1 0 0 9 6 code guichet : 1 8 1 0 0

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Groupement solidaire

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :	
à :	
au nom de :	
sous le numéro :	clé RIB :
code banque :	code guichet :

Les soussignés entrepreneurs groupés solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

ARTICLE 5 : AVANCE

Une avance est prévue pour tout marché dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur (Articles 110 et 111 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

L' (ou les) entreprise(s) ci-avant désignée(s) :

- refuse(nt) de percevoir l'avance:
- accepte(nt) de percevoir l'avance

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, l'entité adjudicatrice considérera que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

ARTICLE 6 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale :

45233141-9 – Travaux d'entretien routier

J'affirme ~~(nous affirmons)~~ sous peine de résiliation de l'accord-cadre à mes ~~(nos)~~ torts exclusifs que la ~~(les)~~ société(s) pour laquelle ~~(lesquelles)~~ j'interviens ~~(nous intervenons)~~ ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A ..Gilly-sur-Isère.....

Le21.mars.2025.....

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

Lu et approuvé

Eric
CHAMBAZ

Signature numérique
de Eric CHAMBAZ
Date : 2025.03.21
08:25:19 +01'00'

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre
Pour valoir
Accord-cadre

Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur habilité par
en date du 31/4/2025

A.....Flumet.....

Le.....31/4/2025.....

De Naere,
N.P OUVRIER



Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

L'entrepreneur / **mandataire du groupement** :

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le _____ par
l'entrepreneur / **mandataire du groupement** destinataire.

Pour la Personne Responsable du Marché,

à : _____ le :

(date d'apposition de la signature ci-après)

ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER RANG

- ANNEXE N°__ A L'ACTE D'ENGAGEMENT
 DECLARATION SPECIALE EN COURS DE MARCHE

**Acceptation d'un sous-traitant
 Agrément de ses conditions de paiement**

Marché	
N° du marché :	_____ (Ligne réservée à l'administration)
Objet :	
Titulaire :	_____

Prestations sous-traitées	
Nature :	_____
Montant prévisionnel hors TVA des sommes à payer directement :	_____
Montant prévisionnel TVA incluse des sommes à payer directement :	_____

Sous-traitant	
Nom, raison ou dénomination sociale :	_____
Entreprise individuelle ou Forme juridique de la société :	_____
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	_____
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	_____
Adresse :	_____
(Tél.)	_____
Compte à créditer (joindre un RIB ou RIP) :	
– ouvert à l'organisme bancaire :	_____
à :	
au nom de :	_____
sous le n° :	_____ Clé RIB : _____
code banque :	_____ code guichet : _____

Conditions de paiement du contrat de sous-traitance

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

Date d'établissement des prix :

Modalités de variation des prix :

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :

Pièces à remettre systématiquement

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :
 - a) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
 - b) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ;
 - c) ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du **code du travail** ;
 - d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce** ;
 - e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
 - g) avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
 - h) être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Pièce à remettre en cas de déclaration spéciale en cours de marché

- Le titulaire rend à la PRM l'exemplaire unique en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances. La PRM mentionnera le montant maximal de la créance qu'il pourra nantir ou céder.
- L'exemplaire unique est remis à l'établissement de crédit et ne peut être restitué. Le titulaire produit une attestation de l'établissement de crédit justifiant que la cession ou le nantissement de la créance est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition.

ATTENTION : L'une des deux pièces doit être obligatoirement fournie avec la présente déclaration.

Autres renseignements

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 :

Comptable assignataire des paiements :

Le titulaire

A
Le

Le mandataire du groupement

A
Le

Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

A _____ le _____

La personne responsable du marché

<p>ACTE SPECIAL DE SOUS-TRAITANCE DE RANG AUTRE QUE PREMIER</p> <p><input type="checkbox"/> ANNEXE N°__ A L'ACTE D'ENGAGEMENT</p> <p><input type="checkbox"/> DECLARATION SPECIALE EN COURS DE MARCHE</p>
--

**Acceptation d'un sous-traitant
Agrément de ses conditions de paiement**

Marché	
N° du marché : _____	(Ligne réservée à l'administration)
Objet :	
Titulaire :	
Sous-traitant accepté de rang n°1	Nom : <input style="width: 50px;" type="text"/>
Prestation sous-traitée :	<input style="width: 100%; height: 40px;" type="text"/>
Sous-traitant accepté de rang n°2	Nom : <input style="width: 50px;" type="text"/>
Prestation sous-traitée :	<input style="width: 100%; height: 40px;" type="text"/>

Ⓞ nom à rappeler dans le cartouche suivant

Prestations sous-traitées par le sous-traitant (préciser le nom Ⓞ) :	
<input style="width: 100%; height: 20px;" type="text"/>	
Nature :	<input style="width: 80%; height: 30px;" type="text"/>
Montant prévisionnel hors TVA :	<input style="width: 100%; height: 25px;" type="text"/>
Montant prévisionnel TVA incluse :	<input style="width: 100%; height: 25px;" type="text"/>

Désignation du sous-traitant	
Nom, raison ou dénomination sociale :	<input type="text"/>
Entreprise individuelle ou Forme juridique de la société :	<input type="text"/>
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	<input type="text"/>
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	<input type="text"/>
Adresse :	<input type="text"/>
(Tél.)	<input type="text"/>

Conditions de paiement du contrat de sous-traitance	
Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :	<input type="text"/>
Date d'établissement des prix :	<input type="text"/>
Modalités de variation des prix :	<input type="text"/>
Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :	<input type="text"/>
Délai de paiement et taux d'intérêt de retard :	<input type="text"/>

Garantie de paiement - Caution personnelle et solidaire	
Référence de l'établissement qualifié l'ayant délivrée :	<input type="text"/>
Objet de la caution :	<input type="text"/>
Montant garanti :	<input type="text"/>
<i>ATTENTION : Cette caution n'est pas requise dès lors qu'il y a une délégation de paiement entre le maître de l'ouvrage, le donneur d'ordre et le sous-traitant (paiement direct conventionnel)</i>	

Pièces à remettre systématiquement

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Par la signature de ce document, le sous-traitant reconnaît :
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1 ;
 - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du **code général des impôts** ;
 - ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du **code du travail** ;
 - ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce** ;
 - ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l'article L.625-2 du **code de commerce**, ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L.620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;
 - avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d'avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
 - être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.323-1 et, L.323-8-2 ou L.323-8-5, du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).

Le titulaire

A _____
Le _____

Le mandataire du groupement

A _____
Le _____

Sous-traitant accepté de rang n°1

A _____
Le _____

Sous-traitant accepté de rang n°2

A _____
Le _____

Acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement

A _____ le _____

La personne responsable du marché